

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

Septembre 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e TRIMESTRE 2022

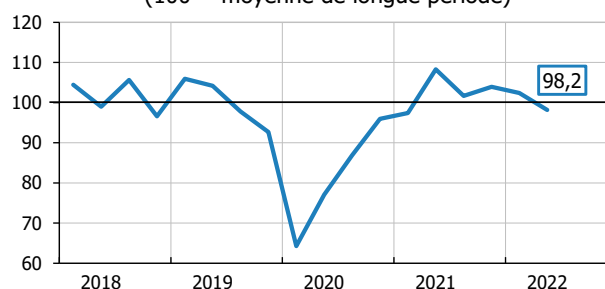
La confiance s'étirole malgré une demande globale bien orientée

L'indicateur du climat des affaires se contracte

L'indicateur du climat des affaires (ICA) est en baisse de 4,2 points au 2^e trimestre 2022. Il s'établit à 98,2 points, signalant une dégradation de la confiance des entreprises interrogées par l'IEDOM. L'ICA repasse en dessous de sa moyenne de longue période.

Dans ce climat moins porteur, la part des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM craignant une défaillance dans les douze prochains mois est en hausse de 3 points sur le trimestre, s'élevant à 18 %. En revanche, le nombre de défaillances effectives est toujours faible (35 défaillances sur un an) et s'inscrit même en baisse de 14,6 % sur le 2^e trimestre.

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne de longue période)

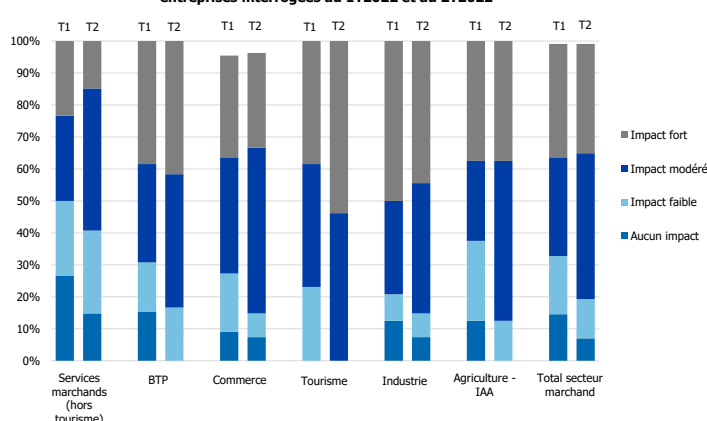


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

La guerre russe en Ukraine est devenue la principale préoccupation des entreprises, remplaçant les inquiétudes concernant la crise sanitaire. Ainsi, 80 % d'entre elles déclarent au 2^e trimestre qu'elles seront impactées de façon modérée ou forte par le conflit dans les trois mois à venir, contre 66 % au trimestre précédent. Les chefs d'entreprise font notamment état de problèmes logistiques et d'augmentations importantes du prix de leurs achats. Ils expriment de fortes incertitudes à l'égard de l'évolution de la conjoncture économique.

Dans le détail, ce sont les entreprises exerçant une activité liée aux services marchands qui déclarent être moins impactées par les conséquences économiques du conflit. Les autres secteurs sont plus largement touchés (cf. graphique ci-contre).

Impact de la guerre russe en Ukraine sur l'activité dans les 3 prochains mois des entreprises interrogées au 1T2022 et au 2T2022



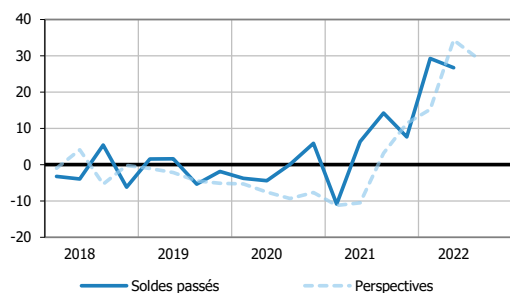
Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

Une persistance de l'inflation qui pénalise l'activité

Au 2^e trimestre 2022, l'indice des prix à la consommation mesuré par l'Insee progresse de 2,2 % pour l'ensemble des produits en Guyane. En glissement annuel (sur 13 mois¹), cette évolution s'établit à +4,5 %, un niveau qui reste inférieur à celui sur l'ensemble du pays (+5,9 %). À fin juin, les prix de l'énergie augmentent de 5,0 % par rapport au trimestre précédent, poste connaissant la progression la plus marquée depuis plusieurs mois. Sur 13 mois, ils enregistrent une hausse de 20,7 %. En effet, la guerre russe

¹ Le glissement annuel est réalisé sur 13 mois en l'absence de données pour le mois de juin 2021.

Prix tous secteurs confondus
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

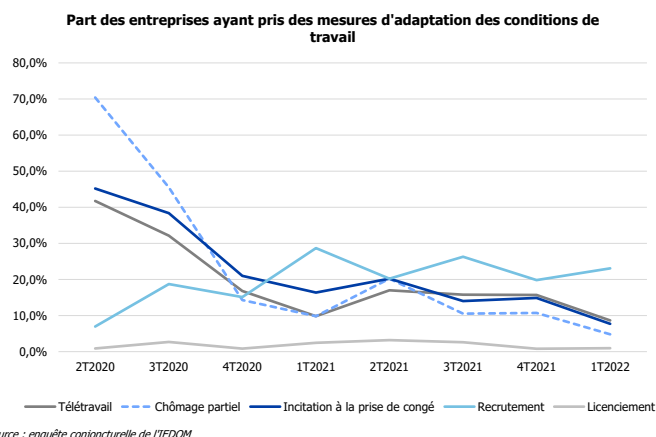
augmentations sur leurs prix de vente. Ces hausses de prix des intrants et des marchandises sont estimées à 13 % en moyenne, mais des disparités subsistent en fonction des secteurs. En effet, l'agriculture-IAA, l'industrie et le BTP constatent des fortes hausses persistantes, tandis que le commerce, le tourisme et les autres services marchands indiquent des surcoûts moins marqués ce trimestre. Enfin, tous secteurs confondus, l'enquête de l'IEDOM relève que les prix de vente des entreprises devraient de nouveau croître au 3^e trimestre.

Le marché de l'emploi reste dynamique

Les effectifs et la masse salariale du secteur privé progressent en continu depuis 2020. Le premier indicateur croît de 1,5 % et de 5,1 % sur 3 et 12 mois (CVS), tout comme le second avec respectivement 3,1 % et 6,1 % d'augmentation (CVS). De plus, le nombre d'offres d'emploi durable publiées par Pôle emploi continue de croître (+5,9 % sur un an). En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A diminue de 3,7 % sur 3 mois et de 3,0 % sur un an, atteignant 20 070 personnes (CVS), traduisant la bonne santé du marché de l'emploi.

Pour rappel, les 25-49 ans sont majoritaires parmi les demandeurs d'emploi de catégorie A (59,3 %). La part des jeunes de moins de 25 ans est par ailleurs tendanciellement en hausse, représentant 15,9 % des demandeurs d'emploi de catégorie A.

Par ailleurs, l'année 2022 est marquée par un retour à la normale des conditions de travail. Les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM ont de moins en moins recours à des mesures d'adaptation des conditions de travail, qui se sont avérées nécessaires pendant la crise sanitaire. Dès le premier trimestre 2022, la part des entreprises ayant recours au télétravail et au chômage partiel et celle des entreprises incitant leur personnel à la prise de congé, sont passées sous la barre des 10 %. Ainsi, 4,8 % des employeurs déclarent avoir pris des mesures relatives au chômage partiel au 1^{er} trimestre 2022 (contre 70,4 % au 2^e trimestre 2020). Sur la même période, 8,7 % d'entre eux ont adopté le télétravail (contre 41,7 %) et 7,7 % ont incité à la prise de congé (contre 45,2 %).



Source : enquête conjoncturelle de l'IEDOM

Enfin, la part des entreprises ayant licencié sur le trimestre reste faible, alors que la part de celles ayant recruté repasse au-dessus des 20 %.

La consommation des ménages bondit

Après un début d'année légèrement en retrait, le montant des importations destinées aux ménages s'établit à 166,4 M€ (CVS), en croissance de 18,6 % (CVS) sur 3 mois, et de 16,8 % (CVS) sur 12 mois. En revanche, cette hausse est plus modérée en volume (+6,7 % sur le trimestre ; CVS), traduisant une augmentation du prix des produits importés.

Dans le détail, le montant des importations de biens de consommation durables progresse de 21,3 % (CVS) par rapport au trimestre dernier, pour une légère progression sur un an (+2,4 % ; CVS). Les importations de biens de consommation non durables s'accroissent également de 18,1 % sur un trimestre et de 20,1 % sur un an (CVS).

En parallèle, on note une légère augmentation des immatriculations de véhicules sur 3 mois (+0,5 %, CVS), bien que son niveau reste légèrement à la baisse sur 12 mois (-0,3 %, CVS). Les importations de véhicules de tourisme se contractent sur le trimestre (-2,0 %, CVS) et sur l'année (-16,7 %, CVS).

À l'inverse de la tendance observée à l'échelle nationale, les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont en baisse en Guyane. Le nombre de personnes en interdiction bancaire diminue de 2,6 % ce trimestre. Dans le même temps, les retraits de cartes bancaires chutent de 26,6 % après les nettes hausses constatées lors des trimestres précédents, pour revenir à un niveau proche de celui de l'année 2021 (-0,9 %).

Par ailleurs, le montant du revenu de solidarité active (RSA) versé au 2^e trimestre s'établit quant à lui à 38,8 M€ (-1,1 % en glissement annuel). En Guyane, près de 21 400 personnes bénéficient du RSA, majoritairement des femmes seules avec enfants.

L'investissement progresse malgré les incertitudes

Les importations de biens d'investissement sont en progression de 1,3 % en valeur au 2^e trimestre 2022, après +2,2 % au trimestre précédent (CVS). Les immatriculations de véhicules utilitaires augmentent également : +17,0 % sur le trimestre.

En parallèle, les créations d'entreprise restent dynamiques, avec 879 créations enregistrées (y compris microentreprises) au 2^e trimestre, soit +22,1 % (CVS) par rapport au 1^{er} trimestre et +18,6 % (CVS) sur un an.

Néanmoins, les chefs d'entreprise soulignent les problèmes d'approvisionnement et l'inflation qui pénalisent leur capacité d'investissement. Ainsi, le solde d'opinion relatif à l'investissement de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM reste stable, en dessous de sa moyenne de longue période, signe d'un manque de confiance des entreprises guyanaises.

La valeur des importations continue d'augmenter

Les importations (en valeur) s'intensifient, atteignant 493,9 M€ au 2^e trimestre (CVS), soit une hausse de 5,8 % sur 3 mois et 8,8 % sur 12 mois. Les variations en volume sont cependant en retrait (-4 % sur 3 mois ; CVS), illustrant une fois de plus l'inflation actuelle.

Dans le détail, les importations de biens de consommation sont le moteur de la croissance des importations. Celles-ci sont également soutenues par les importations de biens intermédiaires, majoritairement issues de l'activité spatiale. Ces dernières enregistrent une augmentation de 13,9 % (CVS) en un trimestre. Sur les trois derniers mois, les importations de biens d'investissement poursuivent leur hausse plus modérée en valeur (+1,3 % ; CVS), qu'en volume (+6,7 % ; CVS).

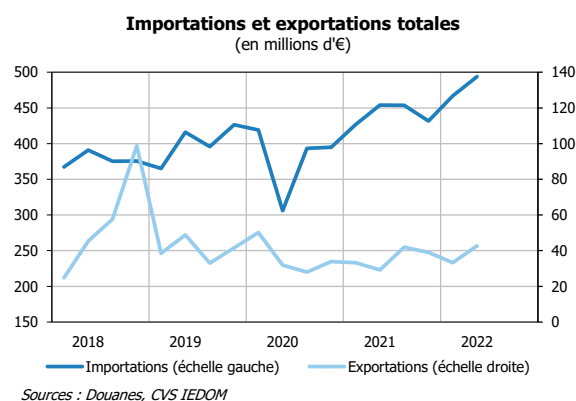
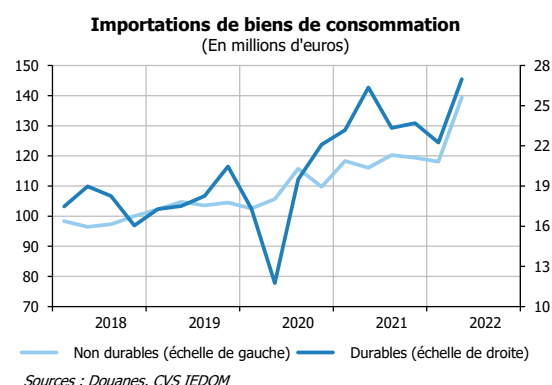
Les importations de produits énergétiques diminuent en valeur (-13,9 %, CVS) après avoir bondi de plus de 70 % au trimestre précédent. En revanche, en glissement annuel, elles demeurent en progression de 28,7 % (CVS). À l'inverse, elles se contractent en volume sur 3 mois (-21,3 %, CVS) et sur 12 mois (-8,8 %, CVS).

En parallèle, le montant des exportations repart à la hausse, s'établissant à 42,6 M€ (+28,3 % ; CVS). Cette évolution est due à la forte hausse des exportations des produits de l'or, après une baisse notable au trimestre précédent expliquée par un mois de mars peu productif. Sur l'année, si les exportations de bois et d'or sont en hausse, celles des produits agricoles, sylvicoles et de la pêche sont en net déclin (-64,8 %, CVS).

L'activité sectorielle en ordre dispersé

L'activité du **BTP** ralentit à fin juin. Le secteur fait face à de fortes hausses du prix de ses achats. Cela contribue à détériorer la trésorerie des entreprises, qui doivent de surcroît faire face aux retards de chantiers engendrés par la forte pluviométrie du début d'année. La dynamique de recrutement, qui demeurait encore bonne au 1^{er} trimestre, s'essouffle au 2^e trimestre. En revanche, les prévisions d'investissement, portées par les besoins du territoire, sont malgré tout bien orientées.

Les chefs d'entreprise regroupant le **secteur primaire et agroalimentaire** sont également touchés par les augmentations de prix des matières premières. Ces hausses sont proches de 20 % depuis le début de l'année et devraient être répercutées au moins partiellement sur les prix finaux. Les abattages de bovins et de porcins demeurent en baisse sur l'année (respectivement -10,5 % et -13,2 %, CVS) tandis que les importations sont en hausse (+36,8 % et +10,5 %, CVS). Par ailleurs, après avoir connu un climat des affaires défavorable sur deux trimestres, le solde d'opinion relatif à l'activité du secteur passe au-dessus de sa moyenne



de longue période au 2^e trimestre. Le rebond de la consommation des ménages ainsi que l'amélioration des exportations de produits agroalimentaires de 14 % (CVS) sur le trimestre contribuent à ce rebond.

Le secteur **industriel** enregistre un regain de dynamisme, notamment grâce aux performances du secteur aurifère et du secteur bois après un timide début d'année. Pour l'or, les exportations s'établissent à 15,9 M€, soit une augmentation de 81,8 % (CVS), et de 42,8 % en volume. Quant à la filière du bois, la production avait souffert de la forte pluviométrie du début d'année. Au 2^e trimestre, les exportations sont en progression tant bien en volume (+7,3 %) qu'en valeur (+32,8 %, CVS). En parallèle, le secteur industriel reste fortement touché par l'inflation. La hausse du prix des achats des entreprises est d'environ 15 %.

L'activité des **commerces** s'inscrit de nouveau en légère baisse, avec un solde d'opinion qui demeure négatif depuis deux trimestres. Le secteur est pénalisé par des charges qui se dégradent. Les chefs d'entreprise indiquent notamment des pénuries et une baisse des ventes. Également touchés par des hausses de prix estimées à 9 %, ils signalent avoir dû augmenter leurs prix de vente pour compenser ces surcoûts.

Les employeurs des **services marchands** indiquent à nouveau une activité en léger retrait sur le trimestre. Moins affectés que d'autres secteurs par la hausse de prix de leurs achats (estimée à +7 %), les chefs d'entreprise déclarent tout de même être davantage touchés par la guerre russo-ukrainienne qu'au trimestre précédent (73 % des entreprises interrogées au 1^{er} trimestre estimaient qu'elles seraient au moins faiblement touchées par le conflit dans les 3 prochains mois, contre 85 % au 2^e trimestre).

Enfin, l'activité du secteur **touristique** reste bien orientée. À titre d'exemple, le trafic de l'aéroport Félix Éboué est particulièrement dense avec une hausse aussi bien du nombre de passagers (+18,1 % sur 3 mois et +133,4 % sur 12 mois) que des mouvements de vols (+49,9 % sur le trimestre et +22,7 % sur l'année). Affaibli par la persistance des contraintes sanitaires en 2021 (quarantaine, plan de confinement thématique, etc.), le secteur retrouve désormais son niveau d'activité d'avant crise. Néanmoins, 54 % des entreprises estiment que la guerre russo-ukrainienne a un impact fort sur leur activité, ce qui se traduit notamment par des inquiétudes croissantes liées à la hausse des prix et des prévisions d'activité en baisse au prochain trimestre.

La conjoncture internationale et régionale

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES S'ASSOMBRISSENT À NOUVEAU

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juillet, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2022. Ces prévisions ont été revues à la baisse de 0,4 point par rapport à celles publiées en avril 2022. Cette révision s'explique par une inflation plus importante qu'anticipée dans le monde, plus particulièrement aux États-Unis et en Europe, mais également par un net ralentissement de l'activité en Chine suite aux restrictions sanitaires mises en place et enfin, par de nouvelles répercussions négatives liées à la guerre russe en Ukraine. En 2023, l'activité mondiale pourrait croître de 2,9 % selon le FMI, soit une révision à la baisse de 0,7 point par rapport aux précédentes prévisions d'avril.

Aux États-Unis, le PIB s'est contracté de 0,1 % au 2^e trimestre 2022, en rythme trimestriel, après un repli de 0,4 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par un recul des investissements des entreprises et des dépenses publiques. Les achats de logement de la part des ménages sont également orientés à la baisse dans un contexte de hausse rapide des taux directeurs. Sur l'ensemble de l'année, le FMI anticipe désormais une croissance du PIB de 2,3 %, soit une révision à la baisse de 1,4 point par rapport aux estimations d'avril.

Dans la zone euro, l'activité a progressé de 0,6 % au 2^e trimestre, après une hausse de 0,5 %. L'activité économique a notamment retrouvé une dynamique positive dans le secteur du tourisme grâce à la levée des restrictions sanitaires. Le taux de chômage continue de reculer pour s'établir à 6,6 % à fin juin (contre 7,9 % un an plus tôt) tandis qu'à l'inverse, le taux d'inflation a atteint 8,6 % dans la zone à la même date. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 2,6 % sur l'ensemble de l'année 2022, soit une révision à la baisse de 0,2 point par rapport aux prévisions d'avril.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,5 % au 2^e trimestre selon l'Insee, après une contraction de 0,2 % au trimestre précédent. La consommation des ménages a rebondi (+0,3 % après -1,2 %), en particulier dans l'hébergement-restauration (+13,4 %). L'investissement des entreprises a quant à lui ralenti (+0,2 % après +0,4 %), tout comme les exportations (+0,9 % après +1,8 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 2,3 % sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, l'activité économique a augmenté de 0,5 % au 2^e trimestre 2022 après une croissance nulle au 1^{er} trimestre. La consommation des ménages a retrouvé une dynamique positive (+1,2 %) grâce à la levée des restrictions sanitaires dans le pays. La chute du yen depuis le début de l'année déséquilibre toutefois la balance commerciale japonaise dont le solde est déficitaire depuis août 2021. Sur l'année 2022, le FMI anticipe une progression du PIB de 1,7 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,6 % en 2022. Fortement impactée par les restrictions strictes imposées dans plusieurs régions depuis le début de l'année, l'économie chinoise enregistrerait une croissance de 3,3 % selon le FMI, soit 1,1 point de moins que les prévisions d'avril. Dans le contexte de la crise en Ukraine, le PIB de la Russie pourrait quant à lui se contracter de 6,0 % sur l'année. À l'inverse, l'Inde verrait son activité progresser de 7,4 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 05 septembre 2022.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES RALENTIT

Le FMI estime une croissance du PIB de 3 % en moyenne pour la région Amérique latine et Caraïbes en 2022, dans un contexte de pression inflationniste et de demandes sociales grandissantes. Les effets du rebond économique s'essoufflent, entraînant un ralentissement général de l'activité. Les principales préoccupations régionales concernent le marché de l'emploi, dont la récupération demeure lente et inégale, la faiblesse de l'investissement, la progression de la pauvreté extrême et la dégradation de la sécurité alimentaire. Dans le détail, la CEPALC prévoit une croissance de +2,6 % en 2022 pour l'Amérique du Sud (contre +6,9 % en 2021) et +2,5 % pour l'Amérique centrale et le Mexique (contre +5,7 % l'année précédente). Les Caraïbes sont la seule sous-région à présenter des prévisions plus optimistes : +4,7 % en 2022 contre +4 % en 2021.

Les économies latines et caribéennes se heurtent aux conséquences de la guerre en Ukraine, qui a eu des effets directs sur la disponibilité des produits alimentaires et la hausse des prix de l'énergie et des matières premières (qui étaient déjà affectés par le choc d'offre engendré par la reprise économique mondiale). Malgré la hausse des taux d'intérêt décidée par les banques centrales de la région, l'inflation devrait atteindre +8,1 % en moyenne en 2022 (contre +6,6 % en 2021) selon la CEPALC. Le taux de pauvreté s'élèverait à 33,7 % (soit une augmentation de 4 points par rapport à 2018) tandis que l'insécurité alimentaire risquerait quant à elle de toucher 7,8 millions de personnes de plus.

Par ailleurs, le ralentissement de l'activité économique entrave la reprise du marché de l'emploi, ce qui pénalise particulièrement les femmes. Le recul du taux de chômage entre le 2^e trimestre 2020 et le 1^{er} trimestre 2022 est plus significatif pour les hommes, tandis que leur taux de participation au marché du travail demeure beaucoup plus élevé (74,2 % contre 51,4 % pour les femmes). En outre, le climat défavorable pèse sur un investissement structurellement bas. La capacité d'investir dans la région est pourtant un élément clé pour un développement inclusif et durable, en particulier pour accélérer la transition énergétique et plus généralement l'adaptation au changement climatique.

Dans ses recommandations, la CEPALC propose ainsi de dynamiser le projet d'intégration régionale. Une meilleure stratégie commune semble nécessaire pour renforcer le commerce intra-régional et consolider les chaînes de production locales afin de réduire la forte dépendance du sous-continent aux importations.

Sources : Banque Mondiale ; CEPALC : « Menor crecimiento, mayor inflación y aumento de la pobreza en América Latina y el Caribe: ¿Cómo enfrentar los efectos de la guerra en Ucrania? » ; FMI, ONU : « Economic Survey of Latin America and the Caribbean 2022 : Trends and challenges of investing for a sustainable and inclusive recovery ».

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : S. BOUVIER-GAZ — Responsable de la rédaction : D. LAURET
Rédaction : J. CAPITAINE - S. AUBERT — Participation aux travaux : L-H. JASON — Éditeur et imprimeur : IEDOM